

Pandémie, crise économique, polémique sur le sacrifice...

Un Aïd peu festif

À un contexte bien particulier, un Aïd fort singulier. Les Algériens vont célébrer vendredi et samedi l'Aïd el-Kébir sans avoir vraiment le cœur à la fête, voire avec la peur au ventre. Avec sa cohorte de contaminés et de morts, l'ombre du Covid-19 planera tout le long de ces deux jours de festivités très propices au contact physique. C'est connu, pendant la fête de l'Aïd, les Algériens s'adonnent volontiers aux embrassades et autres accolades, histoire de resserrer les liens familiaux et amicaux ou de se faire pardonner un manquement quelconque. Ils aiment aussi rendre visite à leurs proches ou se rappeler leurs morts en allant se recueillir sur leur tombe. Et c'est généralement en famille qu'on sacrifie le mouton et, souvent, en présence des enfants. Connus pour leur religiosité très prononcée, beaucoup d'Algériens ont tendance à s'oublier et à ne pas tenir compte des mesures de distanciation, en s'en remettant à Dieu Seul. C'est pourquoi, beaucoup redoutent ces moments de grandes retrouvailles et de proximité qui peuvent engendrer une explosion de contaminations comme ce fut le cas durant le Ramadhan et l'Aïd el-Fitr.

En outre, la décision, prise dimanche 26 juillet par le Premier ministre Abdelaziz Djerad, de reconduire, pour une durée de 15 jours, la mesure de confinement partiel à domicile de 20h à 5h et l'interdiction de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers 29 wilayas du pays, a certainement causé des désagréments à nombre de citoyens travaillant hors de leur wilaya d'origine. "Coincés" dans les wilayas où ils travaillent, ils ne peuvent se rendre chez eux pour fêter l'Aïd en famille. Si l'on ne peut objectivement remettre en cause la décision gouvernementale qui, avec l'inflation du nombre de contaminations ces derniers jours, se justifie amplement, notamment avec le risque d'exposer le pays à une crise difficile à gérer, les autorités auraient pu, tout de même, procéder à un allègement de cette restriction, en autorisant les déplacements entre les wilayas durant les deux jours de l'Aïd, tout en maintenant l'obligation du port du masque.

Et avec les répercussions de la pandémie sur la machine économique — l'ONG internationale Crisis Group a fait état, dans son dernier rapport, de 65% d'entreprises à l'arrêt, de 50 000 cafés et restaurants menacés de fermeture et de 10 millions les travailleurs de l'informel ayant vu leurs revenus sensiblement réduits —, l'Aïd el-Kébir de cette année aura un goût bien amer pour grand nombre de familles algériennes qui ne pourront s'adonner à une quelconque réjouissance.

Autre particularité de l'Aïd de cette année : la grosse polémique sur la nécessité ou non de procéder au sacrifice. Devant la détérioration de la situation sanitaire en Algérie, cinq éminents professeurs de médecine ont pris sur eux et plaidé en "faveur d'une renonciation au sacrifice du mouton cette année 2020", estimant que "les regroupements créés par les événements à caractère familial (mariages, funérailles...) ou religieux (l'Aïd el-Fitr) ont été pointés comme facteurs directement responsables de la flambée épidémique, anéantissant tous les efforts et sacrifices consentis depuis le début de la riposte". Mais c'était sans compter sur l'influence de la commission interministérielle de la fetwa (avis religieux) qui a tout bonnement ignoré cet appel des spécialistes en se prononçant en faveur du maintien du sacrifice du mouton le jour de l'Aïd, tout en recommandant de prendre toutes les précautions nécessaires et de respecter les mesures barrières. Plutôt que de trancher en faveur de l'une des deux thèses, le gouvernement, qui a pourtant "osé" la fermeture des mosquées, a préféré couper la poire en deux, en laissant aux Algériens la latitude de respecter ou non le rituel du sacrifice.